

Affaiblissement des États Nations dans les Balkans via la "découverte" d'ethnies par les allemands

Par Ioannis Mazis

Prof. de géographie et géopolitique de l'Univ. d'Athènes

(Traduction en français : Christina Komi)

D'après les conclusions de l'historien érudit Dr H. Iliopoulos qui a étudié, entre autres, le phénomène, d'inspiration allemande de la déstabilisation des États Nations, je soutiens que les élites allemandes et leurs complices -- lesdites « élites européennes »-- concernant la péninsule des Balkans, optent pour une politique particulière. Celle-ci consiste en la fragmentation extrême et en la réduction des identités nationales.

Ce choix politique a été soutenu par les intellectuels « organiques » --généreusement financés évidemment-- de l'actuelle *Open Society Fonds* de M. Soros¹. Mais aussi par les mécanismes de l'*establishment* idéologique, tels l'intemporel institut néo-conservateur *American Enterprise Institut* (fondée en 1938 par des membres éminents comme l'« illuminé » ancien trotskiste Irving Kristol et d'autres personnes de la même tendance idéologique) lié à Bush, à Clinton et à Obama.

Le choix politique de l'écrasement et de la pulvérisation des États Nations nous a souvent été servi comme un « impératif de notre temps », comme une « évolution inéluctable » liée à la « mondialisation » ce processus qui entraîne paradoxalement, l'« exacerbation inexplicable et étrange des nationalismes, des régionalismes et des intégrismes religieux ».

Ce qui se passe en réalité est le suivant :

- Tout d'abord, afin d'atteindre ses objectifs stratégiques essentiels, le puissant système financier international, au service du capital mondialisé, doit raser les États-Nations Westphaliens car ils font obstacle à leurs intérêts.
- En second lieu, les larges couches sociales, qui doivent payer le coût onéreux de leur adaptation aux « ordres rigoureux » de la mondialisation, cherchent une protection psychologique, qui peut leur être fournie par le sentiment d'un « nous » au sein d'un groupe réduit.

Pourtant, aujourd'hui arrive « inopinément » le renversement d'une telle situation par l'élection de Trump, qui s'oppose à cette tendance internationaliste et mondialiste du capital et qui, depuis la position privilégiée de l'occupant de la Maison-Blanche, soutient la notion d'État-nation.

La résistance britannique exprimée par le Brexit va dans le même sens vis-à-vis de l'Europe allemande. Ce sont là des signes de peuples qui se réveillent. Et c'est de cet éveil que témoigne les rassemblements de Thessalonique et d'Athènes, avec des centaines de milliers de manifestants². Mais ces deux événements se sont mystérieusement « évaporés » des chaînes de télévision tant nationales que privées, comme s'ils n'avaient jamais existé!

Les mécanismes de déstabilisation des Balkans

Quel est le but ultime de cette déstabilisation d'inspiration allemande ? Connus et avoués: soutenir les minorités ! Selon l'évaluation officielle du « front » néo-fasciste de l'« *Union fédéraliste des groupes*

1 Un coup d'oeil dans le CV des auteurs d'un ouvrage aussi « sérieux » que le livre de 793 pages, intitulé *Settling Self-determination Disputes. Complex Power-sharing in Theory and Practice*, édité sous les auspices de la prestigieuse University of Cambridge en 2008, prouve clairement le rapport de G. Soros et de sa fondation *Open Society* avec les instituts dit «de recherche», tels le ECMI (European Centre for Minorities) et les « vérités scientifiques » qu'ils produisent (note de la traductrice).

2 Plus de 500.000 de manifestants le dimanche 21 janvier 2018 à Thessalonique, plus de 1,5 millions de manifestants le dimanche 4 février 2018 à Athènes (voir vidéo : <https://youtu.be/gQztvF2iHKA>)

ethniques européens raciaux », dans tout le continent européen, de la France à la Grande-Bretagne à la Grèce, à Chypre, vivent 101.412.000 personnes «minoritaires».

Ces «minorités opprimées» ont le «droit sacré» à la protection de leur «identité ethnique / linguistique», ce qui est interprétée par les «experts» allemands comme donnant droit à une très ample autonomie. Dans ce cadre et seulement dans le cas d'une très ample autonomie concédée par l'État souverain, les membres de ces communautés « ethniques » sont autorisés à conserver en même temps leur qualité de citoyens. Par exemple, pour les Français, ce sont du point de vue « ethnique » des Bourguignons, des Normands, des Occitans, etc. Pour les Grecs ils sont ethniquement des Macédoniens, des Vlach, des Albanais, des Turcs, des Giourouks, des Sarakatsans, etc.

D'après l'« autorité » des experts allemands, au cas où il y aurait une crise dans la relation de la « minorité ethnique » avec l'Etat-nation souverain, la « minorité » aura le « droit à l'autodétermination » et à la sécession, **même par la force**. Cette position a été proclamée par le secrétaire général de l'OTAN de l'époque et ancien marxiste «éclairé», Javier Solana. Il avait alors déclaré que la protection des droits des minorités serait prioritaire par rapport au respect de la souveraineté nationale. En conséquence la poudre à canon est généreusement distribuée, étant donné que les «protecteurs» auto-proclamés des minorités parlent de 282 «groupes ethniques» supposément étouffés dans les frontières étroites des 36 États-nations européens.

Le rôle du « Centre européen des minorités »

L'« Union fédéraliste des groupes ethniques et raciaux européens » est représentée au sein du Conseil du «Centre européen pour les minorités »³, récemment fondé à la fin de 1996, dans la petite ville de Flensburg en Allemagne du Nord et géré par le « macédoiniste » M. Stefan Troebst. La création de ce centre très moderne, trois ans avant les bombardements de Yougoslavie par l'OTAN en Mars 1999, marque un changement qualitatif important dans la façon d'agir.

En outre, le début du projet de déstabilisation des états nations se trouvait en Europe du Sud-Est et de l'Est: La dissolution de l'ex-Yougoslavie, par la sécession des Slovènes, des Croates, des Musulmans et des soi-disant «Macédoniens» de Skopje, suivie par l'attaque frontale contre la Serbie. Son amputation par la sécession du Kosovo /Metohija, et l'apparition de la question de la Voïvodine (minorité hongroise) et Satazk (minorité musulmane).

Par ailleurs, le Monténégro est devenu indépendant en 2017 et a rejoint l'OTAN tout de suite.

L'étape suivante sera la région de Thrace, pour laquelle les institutions allemandes compétentes travaillent depuis des années. Déjà nos voisins les éminents turcs qui nous rendent visite (tels Çavusoglou, Erdogan, etc.) nous assurent que pour eux la question d'une Thrace qui se détachera de la Grèce est quelque chose d'absolument clair et évident.

Partout la mutation violente des frontières. L'Europe de l'Ouest

Mais il y a aussi l'Europe de l'Ouest! Donnons la parole au nouveau directeur du *European Centre for Minorities* M. Troebst: « Nous allons accorder une attention particulière à l'Europe de l'Est », dit cet « expert » qui a été envoyé comme observateur de la part du ministère allemand des Affaires étrangères à FYROM (*Former Yugoslavian Republic of Macedonia*) pendant les années 1992-93 dans le but de tisser, d'après ses propres mots, un « réseau informel de contacts » !

Il est clair que derrière les mots rassurants et astucieusement choisis de « protection des minorités » se cache la priorité de la politique étrangère allemande, qui exprime ses dimensions continentales et rend nécessaire l'intervention active des « experts » allemands de l'Est à l'Ouest du continent afin de déstabiliser les États européens forts jusqu'à aujourd'hui.

3 Pour l'histoire de la fondation de ce Centre voir <https://www.youtube.com/watch?v=3oyO9zpOFYU&feature=youtu.be>

<https://www.youtube.com/watch?v=0lqTeDsU8SM&feature=youtu.be>
<https://www.youtube.com/watch?v=TblwAgkXK9Q&feature=youtu.be>

La France. Pour illustrer cet argument: se référant à l'« identité ethnique » des habitants du sud de la France, M. Troebst n'hésite pas à imaginer la possibilité que certaines minorités - que lui-même a découvertes - désirent établir à un moment donné leurs propres États! Avec cet air modéré, dont un bon scientifique allemand ne doit jamais se départir, le directeur du *Centre for Minorities* observe: «L'éventualité que les occitans, par exemple, déposent un jour leur propre projet d'État ou organisent un mouvement qui revendique leur indépendance par rapport à la France, en fin de compte, s'ils souhaitent fonder leur propre État national et qu'ils se battent ou non pour cela, la question est difficile, mais dans certains cas il faut une réponse urgente ».

Donc d'après cet expert, les 90 millions de « minoritaires » du continent qui s'étend de l'Espagne à la Belgique, à la Grèce, à la Bulgarie, ont le « droit » de sécession même par la force, quand l'État souverain ne leur permet pas de « protéger suffisamment » leur « identité ethnique ». Cette position **n'est conforme à aucun des principes de l'ONU**, mais c'est la doctrine déclarée de ces « experts ».

Les cas récents du Kosovo et de la Catalogne mettent en lumière s'il le fallait cette réalité. Pour que le professeur allemand Troebst, directeur du *Centre pour les minorités*, puisse justifier la «nécessité » d'une « mutation violente des frontières », il a évoqué l'exemple du Kosovo, où il a été nommé Consul d'Allemagne.

Le cas du Kosovo est cependant seulement une partie de la « question albanaise », qui est, selon le directeur de l'Institut de Flensburg, « la question ethno-politique la plus importante dans les Balkans. »

Des méthodes nazies

Cependant, personne ne peut accuser les allemands de partialité ; car dans la Thrace grecque il semble y avoir pour eux aussi une minorité grecque, qui est marquée par la lettre "G"!

Dans le commentaire d'une carte publiée en Avril 1999, les allemands protecteurs des minorités, admettent que d'un point de vue formel, les 10,5 millions d'habitants de la Grèce sont grecs, à l'exception d'une minorité musulmane de 100.000 « Turcs ».

Néanmoins, les allemands « savent » que « les bulgares, les macédoniens (sic) et les albanais se plaignent de la répression complète de leur culture et leur langue.»

Ces « protecteurs » des « minorités ethniques » à travers le monde cherchent à ressusciter la mosaïque archaïque des races et des tribus du temps d'avant les Lumières, du temps d'avant la naissance des nouveaux États-nations constitutionnels et démocratiques. **Ils souhaitent nous faire régresser au Moyen Age, avec le grand Reich allemand au milieu du continent et une centaine de duchés et de principautés «indépendants» tout autour.**

Voici quelques-uns des « plus grands groupes ethniques en Europe » tels qu'ils ont été détectés et enregistrés, au printemps 1992, par la très « sérieuse » rédaction du magazine allemand sur les minorités *Pogrom* (qu'on peut trouver dans la bibliothèque du Centre culturel de Munich « Gkastaigk » mais aussi dans toutes les bibliothèques des instituts de balkanologie, dans toutes les bibliothèques de sciences politiques, etc., ainsi que dans toutes les librairies sérieuses).

D'après la perception de ces allemands « racistes » (ou « amateurs des races ») qui, pour le reste, se définissent comme étant « de gauche », la nation est seulement une affaire d'ADN. Si ceci n'est du nazisme, alors qu'est-ce que c'est? Selon ces conceptions raciales, la volonté des citoyens ou leur conscience historique ne comptent pour rien devant les gènes qui, eux, définissent la véritable nation.

Ainsi, selon cette perception biologiste, si parmi les Serbes, les Grecs ou les Français, qui se sentent aujourd'hui Serbes, Grecs ou Français, certains ont eu une arrière-grand-mère qui, par un coup du hasard – réel ou imaginaire--, est passée un jour par le lit d'un Ostrogoth des hordes d'Alaric, ils font donc

automatiquement partie d'une «minorité allemande » quoi qu'ils en disent! D'après cette même perception « progressiste » allemande, le Grec vlachophone ou le Grec arvanitophone --qui sont devenus des héros nationaux car ils ont sacrifié leurs vies pour la liberté de la Grèce-- ne sont pas des Grecs, mais le premier est un «Aroumain» et le second est un «Albanais».